



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/23421
14 janvier 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

GROUPE D'OBSERVATEURS DES NATIONS UNIES EN AMERIQUE CENTRALE

Rapport du Secrétaire général

1. Le présent rapport est soumis conformément au paragraphe 3 de la résolution 719 (1991) du 6 novembre 1991, dans lequel le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de le tenir pleinement au courant de tous faits nouveaux et de lui rendre compte des différents aspects des opérations du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale (ONUCA) avant l'expiration du nouveau mandat et, en particulier, de lui présenter dans les trois mois un rapport rendant compte de toute évolution de la situation dans la région qui indiquerait qu'il y a lieu de revoir l'effectif actuel de l'ONUCA ou de reconsidérer son avenir.

2. Au cours de la période d'un peu plus de deux mois qui s'est écoulée depuis l'adoption de cette résolution, le commandement, la composition et le déploiement de l'ONUCA ont été tels qu'ils sont décrits dans mon rapport du 28 octobre 1991 (S/23171), à la différence que, comme cela était prévu dans ledit rapport, les contributions qui ont été retirées par l'Allemagne ont été remplacées par une unité médicale militaire fournie par l'Argentine et par un avion loué aux conditions du marché. Par ailleurs, le Groupe a poursuivi ses opérations dans des conditions analogues à celles décrites dans ce rapport. Le seul fait méritant d'être signalé, en date du 19 décembre 1991, est le suivant : au titre de l'aide humanitaire, l'ONUCA a mis des hélicoptères à la disposition des autorités salvadoriennes et honduriennes pour les aider à récupérer les corps de neuf militaires honduriens tués alors que l'hélicoptère qui les transportait, ayant franchi par erreur la frontière d'El Salvador, a été abattu par des combattants du Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN) qui ont cru qu'il s'agissait d'un appareil de la force armée salvadorienne. Le Gouvernement hondurien a remercié mon prédécesseur pour cette assistance.

3. Depuis le rapport de mon prédécesseur daté du 28 octobre 1991, des progrès importants ont été enregistrés dans les négociations relatives à un règlement global du conflit armé en El Salvador. Dans l'"Acte de New York" du 31 décembre 1991, le Gouvernement et le FMLN ont déclaré qu'ils avaient conclu plusieurs autres accords qui, associés à ceux déjà signés à San José, à Mexico et à New York, mettraient définitivement fin au conflit armé en El Salvador.

Le texte de ce document a déjà été porté à la connaissance des membres du Conseil de sécurité dans une annexe à mon rapport du 10 janvier 1992 (S/23402). Depuis lors, des négociations intensives sous la direction de mon Représentant personnel pour le processus de paix en Amérique centrale, M. Alvaro de Soto, ont abouti à un accord sur les deux questions non réglées dont il est fait mention dans l'Acte de New York, déblayant ainsi le terrain avant la signature des accords de paix définitifs, le 16 janvier 1992 à Mexico.

4. Dans la section de son rapport du 28 octobre 1991 consacrée aux "Observations", mon prédécesseur a indiqué qu'une conclusion rapide et satisfaisante du processus de paix en El Salvador rendrait nécessaire de reconsidérer l'avenir de l'ONUCA. Il a évoqué en outre le coût, pour l'Organisation des Nations Unies, des opérations d'établissement et de maintien de la paix qui sont nécessaires pour répondre à des besoins toujours croissants et l'opinion largement partagée selon laquelle les opérations de maintien de la paix devraient être lancées pour mener à bien une tâche donnée dans des délais donnés et être démantelées aussitôt après. Dans mon rapport du 10 janvier 1992, j'ai fourni des données détaillées sur les principales tâches de vérification supplémentaires qui incomberont désormais à la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL) et sur les ressources qui lui seront nécessaires à cette fin. Dans ces conditions, je crois le moment venu pour le Conseil de sécurité de décider de mettre fin au mandat de l'ONUCA. Les représentants à New York des cinq pays dans lesquels est déployé l'ONUCA ont été informés le 2 janvier 1992 de mon intention de soumettre cette recommandation au Conseil de sécurité.

5. Deux des cinq gouvernements concernés m'ont depuis lors communiqué leurs observations sur la question. Dans une lettre datée du 6 janvier 1992, le Chargé d'affaires de la Mission permanente du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies a déclaré que son gouvernement, tout en reconnaissant que le personnel et le matériel de l'ONUCA devraient être transférés aussi rapidement que possible à l'ONUSAL pour permettre à celle-ci de s'acquitter des nouvelles tâches importantes qui lui sont assignées, demandait que les unités navales de l'ONUCA, fournies par l'Argentine, soient également transférées à l'ONUSAL afin que celle-ci puisse continuer de surveiller le golfe de Fonseca. Le Costa Rica estimait en outre de la plus haute importance que l'ONUSAL continue de surveiller la frontière du Honduras avec El Salvador afin de contrôler le respect des engagements pris en matière de sécurité dans les Accords d'Esquipulas II. Le 7 janvier 1992, le Ministre des affaires étrangères du Honduras, au cours d'une réunion avec le Chef du Groupe d'observateurs militaires de l'ONUCA, a indiqué que son gouvernement estimait qu'une vérification par l'ONU du respect des Accords d'Esquipulas II demeurait nécessaire. Il a en outre exprimé sa préoccupation quant aux conséquences que pourrait avoir, pour la stabilité dans les zones frontalières honduriennes touchant à El Salvador, le refus éventuel de certains éléments salvadoriens de se conformer aux accords conclus.

6. Il est tout à fait compréhensible que les gouvernements concernés ressentent un certain malaise devant la perspective du départ de l'ONUCA. La fin d'une opération de maintien de la paix dans laquelle les parties ont placé leur confiance ne manque jamais de susciter des préoccupations de cet ordre. J'estime toutefois que les considérations exposées au paragraphe 4 ci-dessus doivent absolument prévaloir dans le cas présent.

7. Je recommande donc au Conseil de sécurité de décider de mettre fin au mandat opérationnel de l'ONUCA avec effet au 17 janvier 1992, afin de me permettre de procéder au transfert d'effectifs et de matériel de l'ONUCA à l'ONUSAL et d'achever le déploiement de celle-ci en El Salvador avant le 1er février 1992. Si le Conseil approuve cette recommandation, des mesures administratives seront prises en vue du démantèlement aussi rapide que possible de la mission après l'expiration de son mandat.

8. En conclusion, je tiens à rendre hommage au Chef du Groupe des observateurs militaires de l'ONUCA, le général de brigade Victor Suanzes Pardo (Espagne), ainsi qu'à ses prédécesseurs et à tout le personnel militaire et civil de l'ONUCA, qui ont brillamment réussi à mettre en place cette première opération de grande envergure des Nations Unies pour le maintien de la paix dans les Amériques, et à les féliciter pour la contribution qu'ils ont apportée au rétablissement de la paix et de la stabilité en Amérique centrale.
